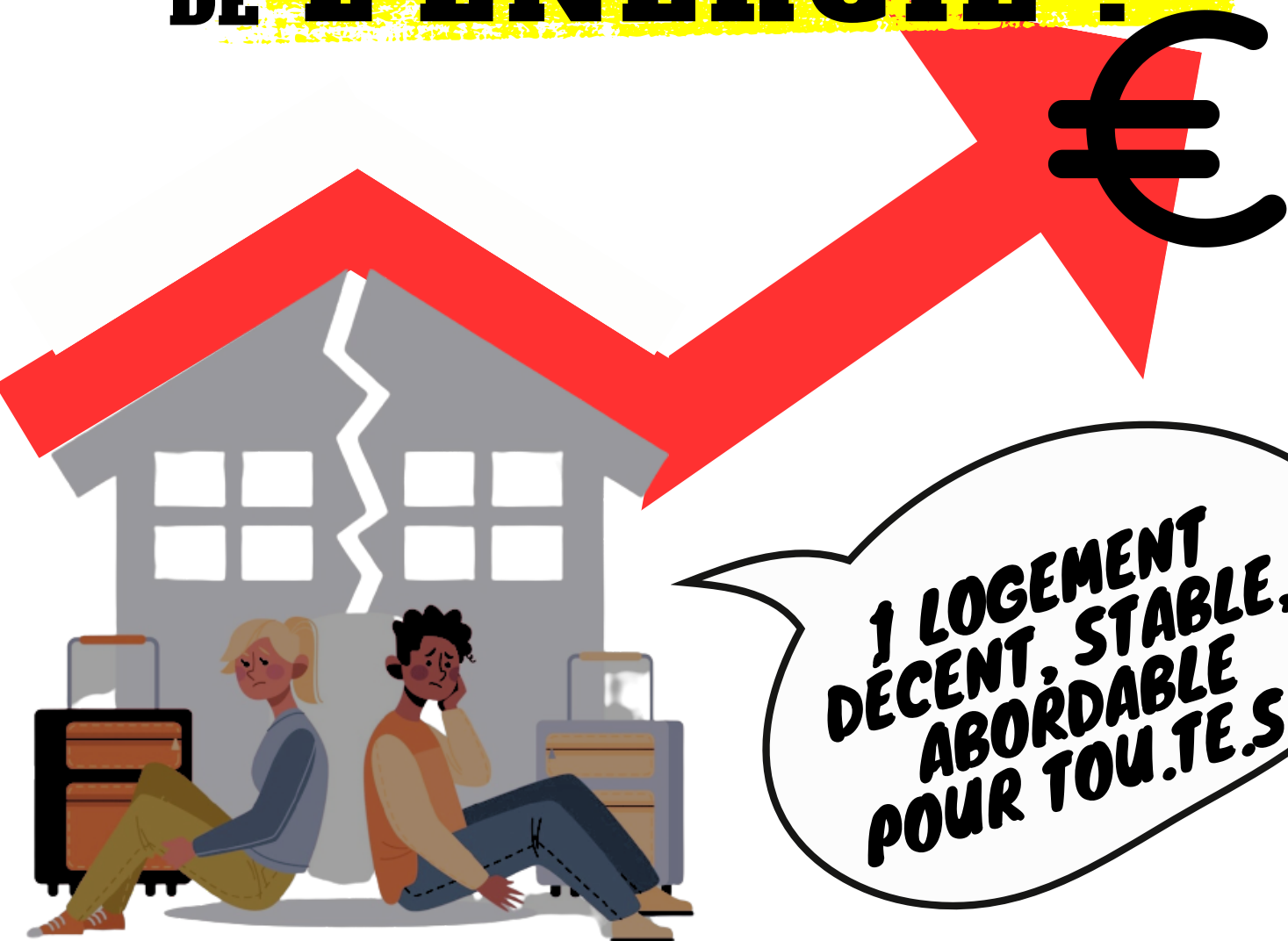


BAISSE DES LOYERS & DES PRIX DE L'ÉNERGIE !



MARCHE

**DES LOCATAIRES, MAL-LOGÉS, SANS-LOGIS
RÉSIDENTS, PROPRIOS-OCCUPANTS...**

SAM.

30 SEPTEMBRE 2023

PARTOUT EN FRANCE !

POUR la BAISSSE des LOYERS et des CHARGES !

1 LOGEMENT DÉCENT, STABLE, ABORDABLE pour TOU.TE.S !

MANIFS SAMEDI 30 SEPTEMBRE

Nous locataires, subissons sans cesse des hausses de loyers et de charges. En 1973, les locataires consacraient 10% de leurs revenus au loyer, aujourd'hui, c'est près de 30% ...en moyenne , et pour beaucoup c'est plus de la moitié des revenus, c'est notre plus gros poste de dépense!

Cette année les loyers vont augmenter de 3,5%. Cela fera 7,1% en un an, presque un mois de loyer! Et malgré l'inflation des prix de l'énergie, le gouvernement a décidé la fin du « bouclier tarifaire » ... Le nombre d'expulsions s'emballe comme le nombre de sans-abris, tandis que les places d'hébergement baissent.

La flambée des prix rendent les fins de mois encore plus difficiles, contraignant beaucoup à faire appel à la solidarité pour se nourrir, à sacrifier les postes santé, scolarité, vacances, transports ... à vivre sans chauffage l'hiver, dans une passoire caniculaire l'été ou dans un taudis, pour payer le loyer, car *« la rue c'est la mort »*.

Au logement cher, s'ajoutent, les pratiques illégales des bailleurs privés et agents immobiliers, qui arnaquent les locataires grâce à l'absence de contrôle et de sanctions : Ils fraudent l'encadrement des loyers, le gel du loyer lors du changement de locataire, les normes de décence, les baux, la surface, les règles des congés ... Ils profitent de la pénurie de locations et de HLM, aggravée par les locations Airbnb et les logements vacants.

Les lois qui protègent les mal-logé.e.s et les sans-toits sont bafouées par l'État : loi DALO, droit à l'hébergement jusqu'au relogement, droit au relogement des habitant.e.s de logement insalubres, en péril ...

Plutôt que de produire en priorité les logements sociaux dont nous avons besoin, car le nombre de demandes HLM atteint les 2,3 millions, le Gouvernement aggrave la crise du logement : il baisse les APL, ponctionne les caisses du logement social et vient même au secours des promoteurs. Il détruit massivement des logements sociaux dans les quartiers populaires au nom de la « mixité sociale » et de la « sécurité » pour mieux briser les liens sociaux, réprimer ou chasser les habitant.e.s. Les résident.e.s de foyers, CHU, CROUS... sont toujours plus précarisé.e.s et les habitant.e.s et salarié.e.s des zones touristiques et des zones tendues ne peuvent plus se loger là où ils travaillent, là où ils vivent.

Plutôt que de réquisitionner les logements vacants qui sont au nombre record de 3,2 millions, il criminalise les locataires qui n'arrivent plus à payer leur loyer, les sans-logis qui pour se protéger, occupent les biens vacants de gros propriétaires, et les salariés qui occupent leur lieu de travail ! C'est la loi Kasbarian-Bergé. Il prépare de nouvelles lois anti-locataires, de nouvelles lois répressives contre les précaires et les locataires...

Mobilisons-nous dans la rue partout en France pour exiger :

- **La baisse des loyers, des prix de l'énergie et la hausse des APL ;**
- **La réalisation massive de vrais logements sociaux à la place des logements pour spéculer;**
- **La taxation des gros patrimoines immobiliers et des profits spéculatifs ;**
- **Le respect des droits des locataires, des mal-logé.es, des sans-logis, des résidents, le renforcement des lois qui les protègent, le contrôle et des sanctions contre les fraudeurs ;**
- **L'arrêt des expulsions et des politiques d'urbanisme qui chassent les classes populaires (ANRU, JO, surtourisme...) qui alimentent le logement cher et la crise du logement ;**
- **L'abrogation de la loi Kasbarian-Bergé ;**

A l'appel de: La plate-forme logement pour toutEs (AFVS, AITEC, ALDA APPUI, ATMF, ATTAC FRANCE, BAGAGÉRIE, CGL, CGT, CNAFAL, CONSTRUIRE !, CONV. NAT. SERVICES PUBLICS, CNL, COPAF, CSF, CSP75, DAL, DIEL, FASTI, FSU, FUIQP, MRAP, PAS SANS NOUS, SAF, SOLIDAIRES, UTOPIA 56, SM, SNPES PJJ FSU, STOP PRÉCARITÉ) CNDP ...

Avec le soutien de : LFI, NPA ...